



CANADIAN FEDERATION
OF NURSES UNIONS
LA FÉDÉRATION CANADIENNE
DES SYNDICATS D'INFIRMIÈRES
ET INFIRMIERS

ÉNONCÉ DE POSITION

Services de garde d'enfants

Septembre 2022

CONTEXTE ET APERÇU

Selon le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), le coût lié aux services de garde des tout-petits à Toronto dépasse celui de toutes les autres villes canadiennes, s'élevant en moyenne à 1 948 \$ par mois en 2021. De façon similaire, le coût médian de garde de bambins à Toronto est de 1 615 \$ par mois. La ville de Richmond, en C.-B., se classe deuxième avec 1 450 \$ par mois, et la plupart des familles des banlieues de la région du Grand Toronto paient en moyenne 1 300 \$ par mois.¹

À l'autre bout du spectre, la ville de Québec affiche les coûts les plus bas au Canada pour les bambins, et ces coûts sont déjà sous la cible de réduction de 50 % pour 2022, et de la cible de 10 \$ par jour de 2025. Le coût pour les bambins à Whitehorse est de 200 \$ par mois, déjà sous les deux cibles fédérales.

En 1997, le gouvernement du Parti Québécois a adopté un nouveau programme de garderies à 5 \$ par jour, qui s'est révélé grandement populaire et a démontré que les services de garderie à coût abordable étaient possibles si les gouvernements étaient prêts à investir. Le programme du Québec était aussi important par rapport à l'impact sur le taux de participation des femmes au marché du travail, ayant permis à un nombre estimé à 69 700 femmes d'entrer sur le marché du travail ou de revenir au travail en 2008.² Aujourd'hui, le coût d'une place en garderie au Québec est d'environ 10 \$ par enfant.³

En 2018, la Colombie-Britannique a aussi commencé à offrir un programme de garderie à 10 \$ par jour.⁴ Ce programme sera élargi à plus de 6 500 places en garderies d'ici décembre 2022.⁵ Les avantages économiques et sociaux des services universels de garde d'enfants sont bien documentés. Une évaluation révèle une augmentation des revenus du gouvernement du Québec en raison de la participation accrue des mères au sein de la main-d'œuvre, réduisant de 40 % les dépenses liées à la garde d'enfants au Québec.⁶ Des évaluations du modèle québécois de garderies démontrent aussi que les services universels de garde d'enfants contribuent à réduire les taux de pauvreté des familles monoparentales en donnant au parent monoparental la capacité de demeurer au sein de la main-d'œuvre et de potentiellement perfectionner ses connaissances et ses compétences. Les services de garderie permettent un meilleur développement de l'enfant et offrent des réseaux de soutien social aux familles. Mais, pour tirer tous les avantages de la garde d'enfants, conclut le rapport, les services de garderie à coût abordable doivent être d'accès universel comme au Québec.⁷

Avec la pandémie de COVID-19, il s'est avéré impossible d'ignorer l'impact significatif qu'auraient les services de garderie, accessibles et à coût abordable, sur les parents, les familles et l'économie canadienne. Cela a incité le gouvernement fédéral à prévoir, dans le Budget 2021, un financement réservé à la garde d'enfants, avec l'objectif d'une réduction de 50 % partout au pays des coûts moyens pour tous les centres réglementés d'apprentissage et de garde d'enfants d'ici la fin de 2022, tout en précisant que les frais assumés par les parents à l'extérieur du Québec seront réduits à une moyenne de 10 \$ par jour et par enfant dans toutes les garderies réglementées d'ici 2025-2026.⁸

Puis, le gouvernement fédéral a annoncé le Cadre multilatéral d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Ce cadre prévoit des négociations d'ententes bilatérales de trois ans entre le gouvernement fédéral et chaque province et territoire. Ces ententes détermineraient quelles sommes seraient allouées à chaque province et territoire pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.⁹

En date de mars 2022, le gouvernement fédéral a signé des ententes bilatérales avec toutes les provinces et les territoires.

POSITION DE LA FCSII

La Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers (FCSII) recommande que le gouvernement fédéral respecte son engagement de réduire de 50 pour cent les coûts moyens pour tous les centres réglementés d'apprentissage et de garde de jeunes enfants d'ici la fin de 2022, et de réduire les frais assumés par les parents hors Québec à une moyenne de 10 \$ par jour par enfant pour toutes les places réglementées de garde d'enfants d'ici 2025-2026.¹⁰

¹ Centre canadien de politiques alternatives.

<https://policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2022/05/Game%20changer.pdf> (en anglais seulement)

² Interventions économiques. <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/>

³ Gouvernement du Québec. <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/outils/garde-net-fr.asp>

⁴ Gouvernement de la C.-B. <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/family-social-supports/caring-for-young-children/running-daycare-preschool/10-a-day-childcarebc-centres> (en anglais seulement)

⁵ Gouvernement de la Colombie-Britannique. <https://news.gov.bc.ca/releases/> (en anglais seulement)

⁶ Child Care Now. <https://childcarenow.ca/> (en anglais seulement)

⁷ Ville de Toronto. <https://www.toronto.ca/legdocs/mmis/2017/ed/bgrd/backgroundfile-107205.pdf> (en anglais seulement)

⁸ Gouvernement du Canada Budget 2021. <https://www.budget.canada.ca/2021/home-accueil-fr.html>

⁹ Child Care Now. <https://muttart.org/wp-content/uploads/2019/05/Child-Care-Now-The-Multilateral-Early-Learning-and-Child-Care-Framework-and-the-Early-Learning-and-Child-Care-Bilateral-Agreements-Feb.-2019.pdf> (en anglais seulement)

¹⁰ Gouvernement du Canada Budget 2021. <https://www.budget.canada.ca/2021/home-accueil-fr.html>